

Riaz-Bey.

Hors Section.

I^{re} Année.

Organisation administrative . . .	6
Finances	4 1/4
Législation civile comparée . . .	5
Histoire diplomatique 1789-1830 .	6
Droit des gens	4 1/2
Droit international	5 1/2
Géographie & Ethnographie . . .	5

II^e Année.

Organisation administrative . . .	6
Finances	2 3/4
Histoire diplomatique depuis 1789 .	5 1/2
Droit international (Cours) . . .	5 1/2
Droit des gens (Cours)	5
Histoire constitutionnelle (Cours) .	4 3/4
id. id. (Cours)	5 1/2
Législation commerciale	6
Histoire diplomatique 1648-1789 . .	4
id. id. (Cours)	6
Anglais	5

Travaux.

Pour M ^r Souel	5
Pour M ^r Le Traducteur de Précourt .	5 1/4

Compositions.

Pour M ^r Souel	5
Pour M ^r Le Traducteur de Précourt .	5 1/4

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Le Varasseur de Précourt

M. Mahmoud Riay bey élève de *1^{re}* année.

NOTE : *6*

OBSERVATIONS

.....
.....
.....
.....

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Le Varasseur de Précourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Finances

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Fonville

M. Mahmoud Riaz bey élève de 1^{re} année.

NOTE : *4 7/4*

OBSERVATIONS

Des Droits d'acise.

Tabacs. Sel. Laines.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

de Fonville

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation civile Comparée

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Glisson-Esmein

M. Mahmoud Riaz bey élève de 1^{re} année.

NOTE : *5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Glisson

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique de 1789 à 1830

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Sorel

M. *Mahmoud Rias bey* élève de 1^{re} année.

NOTE : *6*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Alfred Saur

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du _____ 188_____

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit des Gens (Conf.)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Funck-Brentano

M. Mahmoud Riay Bey élève de *4^e* année.

NOTE : *4½*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

M. Funck-Brentano

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international (Cours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renault

M. *Mahmoud Riay bey* élève de 1^{re} année.

NOTE : *Bien (5/6)*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renault

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 22 Juin 1881

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Géographie et ethnographie

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Gaidoz

M Mahmoud Riaz ben élève de 1^{re} année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

H. Gaidoz

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. L. Varasse de Fricourt

M

Ricqz-Bey

élève de 2^e année.

NOTE :

6

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

L. Varasse de Fricourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Finances

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Torville

M

Riciz-Bey

élève de *2^e* année.

NOTE :

2 3/4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

de Torville

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (1830 à nos jours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. L. Sorel

M *Riaz-Bey* élève de *2^e* année.

NOTE :

5 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Théorie des gens (Cours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Funch-Brentano

M Riaz-Bey élève de 2^e année.

NOTE : 5.

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M. Funch-Brentano

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIERE DE L'ÉPREUVE

Scris international Confé

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Renaux

M Riaz-Bey élève de 2^e année.

NOTE :

5.50

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renaux

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Bortmy

M

Riaz Bey

élève de *2^e* année.

NOTE : *4.75*

OBSERVATIONS

Situation du Journal dans la Constitution de 1876

6

Recherches de 1859-1867 sur la question

3 1/2

16 1/2

475

La presse française aux États-Unis

5

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Bortmy

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du Juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Vergniaud

M Riaz-Bey élève de 2^e année.

NOTE : 5 $\frac{1}{2}$

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M. Vergniaud

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Législation commerciale

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Lyon-Caen

M *Riaz-Bey* élève de *2^e* année.

NOTE : *6*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

M. Lyon-Caen

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (1648-1789).

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Rigeonneau

M. Riaz-Bey élève de 2^e année.

NOTE : 4.5

OBSERVATIONS

Question - Extrait d'Utrecht

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

M. Rigeonneau

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (1648-1789) Conf^{ce}

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. de Ferrari

M Riaz-Pey élève de 2^e année.

NOTE : 6

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

P. Ferrari

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Anglais

NOM DE L'EXAMINATEUR

M^r Beljame

M Riaz-Bey élève de 2^e année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

Beljame

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

1
Mahmoud Bey Riaz

Résumer la politique de la France dans les négociations relatives à l'Égypte de 1839 à 1848.

bien
malgré
la peur
qui est
diplacée

La question d'Égypte se rattache intimement à la question d'Orient et dans cette crise de 1839 il s'agissait du sort même de l'empire Ottoman. Or, quelle était la politique française à l'égard de la Turquie? La France est la première puissance chrétienne qui a eu des relations régulières avec la Turquie, des relations amicales s'étaient établies entre François I et Soliman II. et des traités accordant des privilèges aux Français furent conclus. Ces traités sont connus sous le nom de capitulations; les autres Européens étaient obligés de se mettre sous le couvert de la France pour jouir des bénéfices de ces capitulations. La France, dis-je, était une vieille alliée de la Turquie et avait intérêt à l'être, car elle avait besoin d'elle dans sa lutte contre la Maison d'Autriche. Tous les gouvernements qui se sont succédés en France depuis Louis XIV ont cherché à armer les Turcs et à les lancer contre la Maison d'Autriche. Il faut aussi ajouter que le commerce de la France

en Orient et dans les échelles du
Levant était très important.
La politique de la France était
donc une politique traditionnelle
seculière, qui consistait dans le
maintien de l'empire ottoman.
Cependant, la France tout en
desirant le maintien de l'empire,
n'était pas défavorable à la
formation de petits Etats
indépendants tels que la Grèce
et l'Egypte. Aussi la France
aidait-elle Mehemet Aly à
s'affranchir du joug de la Turquie
et à former un Etat indépendant.
L'Egypte était gouvernée par
un homme de génie qui, aidé
par des Français de valeur,
faisait des efforts persévérants
pour civiliser ce pays et
en faire un grand Etat. La
France était portée vers l'Egypte
par les souvenirs de l'expédition
de 1798. Aussi l'opinion
publique était-elle très sympathique
à Mehemet Aly. Le gouvernement
se favorisait et l'aidait dans
son œuvre de régénération, mais
il rencontrait deux obstacles:
Les Russes à Constantinople,
les Anglais en Egypte. Tous deux
voulaient le maintien intégral
de l'empire et étaient hostiles
à Mehemet Aly; leur politique

dans cette question avait un même but. aussi verrons-nous qu'ils s'uniront ensemble.

La France voulant d'un côté protéger le Sultan contre les Russes et d'un autre côté, protéger Mehemet Aly, contre les Anglais, a été amenée à suivre une politique caractérisée par une grande et perpétuelle contradiction. A cette époque c'est-à-dire au moment de la crise égyptienne, il y avait de nombreux débats parlementaires sur les questions extérieures, mais on en parlait sans précision, ni compétence. M. Guizot, prononça à cette époque un remarquable discours dans lequel il conseillait de suivre la politique traditionnelle de la France et de s'entendre avec l'Angleterre, comme on l'avait fait pour l'Égypte la Grèce. Mais l'entente avec l'Angleterre n'était pas possible, vu que l'Angleterre ne suivait pas à l'égard de l'Égypte la politique qu'elle a suivie à l'égard de la Grèce. La France par suite de sa politique contradictoire était dans une fautive position et malgré les efforts des deux gouvernements d'avoir une même politique, la France et

L'Angleterre ne pouvait
marcher d'accord; la différence
entre elles était trop profonde.
Par la bataille de Mezib, l'
empire fut mis à deux doigts de
sa perte; l'Europe s'écroula
et le Maréchal Soult dépêcha
un aide de camp pour arrêter
Ibrahim Pacha. Une note
du 27 juillet 1839 fut remise
par les ambassadeurs à la
Porte. Cette note déclarait
que les puissances étaient d'
accord pour résoudre la crise.
Or, au fond elles n'étaient
pas d'accord du tout. Toutes
les puissances, sauf la France
sont d'accord pour soutenir
les Turcs et obliger M. Aly,
même par la force, à restituer
la Syrie. Le dissentiment
entre la France d'un côté
et l'Europe d'un autre était
profond. La France
voulait de se trouver isolée
et cependant elle ne reculait
pas à soutenir le vice-roi
d'Egypte, car elle ne croyait pas
à l'accord de l'Europe et
même en admettant cet accord
elle ne croyait pas qu'on pût
l'exclure d'un arrangement
international. Le dissentiment existait
à propos de la Syrie que la France
voulait faire donner héréditairement
à M. Aly et que l'Europe ne voulait lui concéder
qu'en rétrocession.

Il faut rendre cette justice au gouvernement anglais d'avoir fait tout son possible pour conclure un arrangement en commun. Le général Sebastiani avertissait son gouvernement qu'une entente de l'Europe est imminente. A Paris on crut que le g^e Sebastiani représentait mal les intérêts français et qu'ayant été pendant longtemps ambassadeur en Turquie, il ne fût turcophile. Il fut ^{rappele} et remplacé par M^r Guizot. Dans les instructions que le M^r Sault lui donna, il lui disait de ne rien faire et de ne rien signer qui engageât la France et de ne pas suivre la voie des conférences et des protocoles, car elle s'y trouvait isolée.

M^r Guizot arriva à Londres eut plusieurs conversations importantes avec Lord Palmerston et constata ce que le g^e Sebastiani avait constaté avant lui. Le 1^{er} mars 1840 le Ministère Thiers remplaça celui du M^r Sault. Le Maréchal Sault, bien qu'il ne suivît pas une politique bien conforme aux véritables

intérêts de la France était
plus prudent et plus posé
que M^r Thiers. ~~Il était~~
Thiers avait trop de
confiance dans les forces de
Mehemet aliy et ne croyait
pas à l'entente anglo-russe.
Toute sa politique fut
guidée par ces 2 idées qui ne
reposaient sur aucun
fondement sérieux, puisque
les événements leur ont
donné un sanglant démenti.
M^r Guizot envoyait dépêche
sur dépêche pour presser M^r
Thiers à prendre un parti et
l'avertissait qu'un arrange-
ment, duquel la France serait
exclue, était sur le point de se
conclure. Tous les gouverne-
ments, sauf celui de S^t Pétersbourg,
poussait la France d'adhérer
au règlement en commun
de la question d'Egypte. La
France déclare qu'elle ne
consentira jamais à l'emploi
de la force contre Meh. aliy.

Thiers désirait un arrangement
direct entre le Sultan et son
vassal et écrivait à M^r Guizot
d'attendre, de temporiser. Au
milieu de ces événements, Thiers
negocia avec l'Angleterre
le retour des cendres de Napoléon

Il faut avouer que le moment
était mal choisi, car on
indignait par là qu'on allait
reprandre la politique d'
envahissement et d'expansion
au dehors. C'est une faute,
même au point de vue intérieur,
car les idées napoléoniennes
commencèrent à se propager
et le débarquement de Boulogne
en fut le résultat. Par cet
acte, M^r Thiers qui dans sa
magnifique histoire du
consulat et de l'empire, ne
dissimula^{pas} son admiration
pour le héros et qui fut indulgent
pour le tyran, facilita l'^{est} avènement de Napoléon III et
porta un coup mortel au
gouvernement de Louis Philippe.
Laissons de côté cette digression
et revenons à la question qui
nous préoccupe.

Les négociations pour les
affaires d'Egypte durèrent
pendant les mois de mai et
de juin 1840. Les cabinets de
Londres, de Vienne, de Berlin et
de St. Pétersbourg ne pouvant
~~pas~~ amener le cabinet de Paris
à leurs idées et à bout de
patience, conclurent le traité
du 15 juillet 1840 qui accordait
à Méhemet Aly l'Egypte héréditaire.

et la Syrie viagèrement. Les
puissances stipulaient qu'
elles emploieraient la force,
si c'est nécessaire, pour
obliger Mehemet Aly à accepter
ces conditions.

Un protocole secret annexé
au traité stipulait qu'il
serait en vigueur nonobstant
ratification.

Le traité fut communiqué le
17 juillet à M. Guizot par
Lord Palmerston qui ^{lui} dit
qu'il espérait que l'entente
entre la France et l'Angleterre
n'en serait pas altérée, qu'
il comptait sur les bons
offices de la France et qu'il
y faisait appel. Ce traité qui
mettait la France en dehors du
concert européen fut un
échec pour M. Thiers qui
ne croyait pas cependant
que les puissances prendraient
des mesures coercitives contre
M. Aly. Les Anglais se
préparaient à agir. Le 14
août l'escadre anglaise
parut devant Beyrouth et
soumma les Egyptiens de se
retirer. Alexandre fut
menacé. Cette nouvelle
causa une vive irritation
à Paris. Le Sultan menaca

de prononcer la déchéance de
 M. Aly. Thiers protesta
 en voya des dépêches dans lesquelles
 le mot de guerre, quoique
 non prononcé, y était sou-
 entendu. Il demanda des
 crédits aux chambres pour
 faire des armements et
 fortifier Paris. Enfin, le
 vent soufflait à la guerre
 et Louis Philippe, de sa
 nature timide et passive,
 paraissait acquiescer à cette
 politique belliqueuse.
 Cependant, il réfléchit, il
 trouva qu'on allait loin, il
 refusa un projet de discours qui
 devait être prononcé à la
 rentrée des chambres et dans
 lequel le mot de guerre était
 prononcé. M. Thiers donna
 sa démission et fut remplacé
 par M. Guizot, ce qui fut
 le retour vers une politique
 pacifique. Louis Philippe
 rendit ainsi un grand
 service à son pays, service
 dont on ne lui a pas su cepen-
 dant gré.

La politique de M. Thiers éveilla
 des vives craintes en Allemagne
 C'est de cette époque que date
 le mouvement unitaire. Henri
 Meunier a dit que Thiers en battant

du tambour, éveilla l'
Allemagne de son sommeil
léthargique.

M. Guizot tâcha de réparer
les fautes commises par son
prédécesseur et chercha à
faire rentrer la France dans
le concert européen. Il
trouva un artifice bien
simple: le traité de 1840 n'
avait pas réglé complètement
la question du Bosphore et des
Dardanelles; il restait un
point à régler, on prit ce
point pour en faire une
convention qui fut signée
le 13 juillet 1841 entre la
France, l'Angleterre, la
Russie, l'Autriche et la Prusse.
La France entra ainsi
dans le concert européen, mais
y entra affaiblie.

La situation créée au
gouvernement de Louis Philippe
par les événements de 1840
pesa lourdement sur ses
destinées. Il commit une
faute grave qui amena sa
mort. Le gouvernement pour
se sauver, aurait dû, devant
l'opinion publique, pratiquer
une politique intérieure libérale.
Du moins, aurait dû faire de
la politique économique,

Développer les chemins de fer,
conclure des traités de commerce
etc. On ne fit rien de tout
cela, on resta dans l'immobilité,
le pays s'en passa sans
accident ~~insigni-~~ insignifiant
amena la Révolution de 1848
et qui créa à la France une
position difficile en Europe.
M^r. Thiers par sa politique
extérieure et M^r. Guizot par
sa politique intérieure
contribuèrent pour une
large part à la chute du
gouvernement de Louis
Philippe. ~~Cependant~~ La
crise égyptienne actuelle peut
servir à faire un rapprochement
entre les hommes qui gouvernaient
la France à cette époque et
ceux qui la gouvernent
aujourd'hui. Les premiers,
malgré leurs défauts, avaient
une politique tracée, un
but indiqué qu'ils poursuivaient
mais ^{on peut} demander quelle
politique, quel but avaient
les hommes qui sont aujourd'hui
à la tête de la France et
je crois qu'il serait difficile
de répondre à cette question.
Il est donc bon que les hommes
de notre époque s'inspirent des
exemples de Thiers, de Guizot
et autres. Mahmoud Riag

Considérations générales et sommaires sur la question d'Orient.

Dès qu'il y a eu des Turcs en Europe, il y a eu une question d'Orient. Aussi longtemps que les Turcs avaient l'offensive et avaient une puissance redoutable et menaçante, les États qui étaient leurs voisins s'étaient contentés soit de les repousser, soit de secourir les peuples chrétiens menacés par eux. Quant aux États éloignés, la question consistait à tirer parti, suivant l'intérêt de leur politique, de cette grande force que les Turcs leur offrait. Mais depuis que les Turcs, affaiblis, ont pris la défensive, la question d'Orient a changé de face: elle consiste aujourd'hui à savoir qui prendra les territoires occupés par ces eux. Pour la Russie, la question d'Orient est non seulement une question politique, mais une question religieuse et nationale de premier ordre. La Russie qui était une puissance asiatique cherchait, depuis Pierre le Grand, à devenir une puissance européenne et pour cela il lui fallait s'approcher du côté de l'Europe et avoir des débouchés sur la mer Noire. La Pologne et la Turquie étaient un obstacle pour l'accomplissement de ce projet. Aussi s'est-elle efforcée soit par la conquête, soit par la diplomatie à supprimer cet obstacle. Nous savons qu'elle a satisfait ses ambitions du côté de la Pologne et en grande

partie d'ussi du côté de la Turquie. Mais
dans ce dernier pays, outre les agrandissements
territoriaux qu'elle poursuivait, il y avait
une question qui la préoccupait vivement,
c'est la question de l'affranchissement
des peuples chrétiens soumis à la domination
turque. Pour réaliser ses desseins sur
ce point, elle a eu recours à 2 moyens
différents: la guerre et ^{les} traités conclus à
dessein. Par les traités, la Russie se donnait
un droit de protection sur les Eglises grecques
~~Russes~~ ^{ou nous} nous savons fort bien que chez ces peuples
grecs, la religion est la base de l'organisation
politique et nationale et en s'arrogeant
un droit de protection religieuse dans ces
contrées, la Russie s'arrogeait en fait
le droit d'intervenir dans toutes les affaires
intérieures de ces pays. Nous savons aussi
que pour ces pays, l'émancipation
religieuse a toujours précédé l'émancipation
politique. Le résultat de la politique russe
a été moins le résultat fruit des victoires
que de l'habileté des hommes d'Etat
russes à flatter l'amour-propre et la
passion des Turcs. Les Russes qui sont d'une
civilisation assez rapprochée de celle des Turcs,
pouvaient plus facilement traiter avec eux
que n'importe quel autre Etat Européen.
Quand la Russie n'est pas en guerre avec la
Turquie, elle poursuit toujours son but par des
moyens pleins de ruse et d'habileté et se donne
pour sa meilleure amie. Elle suit à l'égard
de la Turquie la même politique qu'elle a suivie

suivi à l'égard de la Pologne.

La politique de l'Autriche a été une politique à double face: elle s'est faite, tour à tour le défenseur le plus résolu et le plus énergique de l'intégrité de l'empire ottoman et le partisan le plus acharné de son partage. Metternich qui s'opposait toujours à ce qu'on soulevât la question d'Orient, a déclaré à 2 reprises que si l'on partageait l'empire ottoman, il réclamerait la plus grosse part. Aujourd'hui que l'Autriche s'est vue effacée des affaires de l'Allemagne et que surtout elle s'est vue déçue de sa domination en Italie, elle tourne ses regards du côté de l'Orient. Elle cherche à s'étendre de ce côté et à donner à ce peuple la civilisation occidentale et germanique. —

Avant la formation de l'empire d'Allemagne, il n'y avait ^{pas} de politique allemande en Orient. La Russie n'avait dans la question d'Orient qu'un moyen pour poursuivre ses propres intérêts. Cette politique s'est modifiée depuis que la Russie est devenue une grande puissance européenne; elle ne peut plus pratiquer en Orient la politique de bascule et de désintéressement qu'elle y poursuivait autrefois. —

L'Angleterre a un intérêt majeur dans la question d'Orient. Cet intérêt est complexe, mais peut se ramener à une

simple question: La route des Indes. Les Anglais ne veulent à aucun prix que cette route soit entre des mains ennemies. Aussi ont-ils de tout temps cherché à dominer dans la Méditerranée et à y acquies des stations militaires. On peut dire qu'ils ont aujourd'hui la clef de la Méditerranée. Depuis que les Russes et les Anglais sont devenus des puissances musulmanes et asiatiques considérables leurs intérêts sont devenus divergents et rivaux et on peut de maintenant prévoir le jour où il y aurait un choc terrible entre ces 2 puissances rivales. Le Sultan, comme chef de la religion musulmane, a une très-grande influence dans les Indes et dans les possessions asiatiques de la Russie. Aussi entre-t-il pour un facteur dans la politique des ces 2 puissances à l'égard de leurs possessions asiatiques.

La politique de la France était d'être bien avec la Turquie et même d'être alliée avec elle. La raison en était qu'à cette époque la France était la première puissance commerciale dans le Levant et avait un grand intérêt à la faire accorder des avantages par la Turquie; d'un autre côté le roi de France qui était toujours en lutte avec l'Autriche avait intérêt à susciter une diversion derrière elle.

Mais les choses ont singulièrement
 changé de face au siècle présent; d'abord
 le commerce de la France a beaucoup
 diminué et la politique de la France
 a été tantôt favorable, tantôt contraire
 à la Turquie. Dans le système de l'alliance
 franco-russe, la France était
 forcément contre la Turquie. Dans
 le système de l'alliance anglaise elle
 était, au contraire, avec elle. mais dans
 cette alliance il y a une difficulté, c'
 est l'entente sur les affaires d'Égypte.
 La politique française a changé aussi
 depuis que la France a conquis des
 territoires musulmans. Jusqu'à présent
 la Turquie s'était montrée indifférente
 aux affaires d'Algérie. aujourd'hui elle
 lance contre les puissances chrétiennes
 cette arme formidable, le fanatisme
 musulman. Dès lors, la politique de
 la France à l'égard de la Turquie ne
 peut pas être aussi simple qu'autrefois.
 Il y a aussi dans la question d'Orient l'
 intérêt des populations chrétiennes asservies
 à la Turquie. Le mouvement en faveur
 des chrétiens s'est manifesté d'une
 manière intense dans ce siècle-ci
 seulement. Leur affranchissement
 se fait presque toujours à la suite de
 guerres. On commençait tout d'abord
 à donner la protection religieuse à
 une autre puissance voisine et
 l'émancipation religieuse amenait

tôt ou tard l'indépendance
nationale. Cependant si on ne
considérât que l'humanité et
la civilisation la question serait
fort simple : toutes les puissances
s'entendraient pour émanciper
les chrétiens soumis au joug
ottoman. Mais l'Europe se
compose d'Etats qui ont des
intérêts différents et souvent opposés.
Il y a même des Etats dont l'intérêt
est contraire à cette émancipation.

En Egypte, la question est différente :
il n'y a point là de chrétiens à
défendre. Mais il y a là un intérêt
de tout autre ordre qui sollicite
l'attention de toutes les grandes
puissances européennes et notamment
celle de ~~l'intérêt~~ la France et
de l'Angleterre. Au moment où
nous sommes arrivés nous trouvons
en Egypte un homme de génie doué
de grandes qualités et armé d'une
forte énergie qui a entrepris de
régénérer et de civiliser l'Egypte
tâche dans laquelle il a merveilleuse-
ment réussi, car son œuvre,
malgré toutes les vicissitudes qu'elle
a subies sous ses successeurs, subsiste
encore aujourd'hui. Grâce aux
efforts persévérants et intelligents
de Méhémet ali l'Egypte était
sortie de la torpeur dans laquelle

elle était tombée sans la
dominante turque et était devenue
une grande puissance qui a
~~failli~~ failli devenir le centre
du monde musulman, sans
l'intervention inopportune et
intempestive de l'Europe. Méhémet-
ali qui voulait acquiescer son
indépendance était ^{devenu} un rival
redoutable pour son souverain.
Nous allons étudier dans les cours
qui vont suivre la lutte entre
Méhémet-ali et son souverain
et la politique suivie par les
puissances Européennes dans cette
lutte.

Mahmoud Riâz.

1
Mohammed
Riaz Bey

Note 5/4—
Le Tarsoum de Selim

Le conseil de préfecture doit-il être considéré comme juge de droit commun en matière de contentieux administratif ?

Quelles sont ses principales attributions contentieuses et répressives. Quelles sont les voies de recours contre ses décisions et dans quel cas spécial ses arrêtés peuvent-ils être déferés à la cour des comptes ?

On entend, on, en droit administratif par ces mots : juge de droit commun ?

Ce juge n'est pas celui qui a le plus d'affaires, c'est celui qui, en l'absence de haute loi confiant le jugement d'une affaire à une ^{autre} juridiction, doit juger cette affaire. Quel est ce juge ?

On a soutenu que c'est le Conseil d'Etat, d'autres que c'est le conseil de préfecture, d'autres enfin que c'est le ministre. Pour soutenir que c'est le conseil de préfecture on a invoqué l'exposé des motifs de la loi du 28 pluviôse an VIII, qui a créé les conseils de préfecture. Cet exposé des motifs dit qu'on mettait le contentieux administratif dans sa généralité, dans les attributions des conseils de préfecture. Cette opinion n'est pas très-bonne, car la loi a délimité les affaires qui doivent être jugées par le Conseil

de préfecture. On invoque également un arrêt du Conseil d'Etat qui dit que les conseils de préfecture doivent statuer sur toutes les questions. Mais il n'y a là qu'un arrêt spécial qui n'a pas force de loi. On invoque aussi le rapport de la loi sur les conseils de préfecture qui proposait de leur donner le jugement de toutes les affaires; mais cela n'a pas été fait.

Pour soutenir que le juge de droit commun est le Conseil d'Etat on s'est fondé spécialement sur la constitution du 22 frimaire an VIII et sur l'arrêté des consuls du 5 Nivôse suivant. Ces 2 textes chargent le Conseil d'Etat de résoudre les difficultés en matière de contentieux administratif, qui étaient antérieurement soumises aux Ministres. Ces textes semblent prouver que le Conseil d'Etat a la décision, mais il ne doit pas être considéré comme juge de droit commun.

Pour les Ministres, si il est certain que dans beaucoup de cas, ils n'agissent que par voie d'autorité, il n'est pas moins certain qu'ils font véritablement œuvre de juge

Ils avaient été chargés du contentieux administratif par une loi de 91 et par les dispositions qui ont suivi la constitution de l'an III. Et précisément les matières dans lesquelles les ministres jugent sont celles qui ne sont attribuées par aucune loi à un autre juge. Ainsi les élections des conseils de fabrique, les consistoires protestants, les élections des membres des chambres de commerce et enfin les différends avec les entrepreneurs.

Quelles sont les principales attributions contentieuses et repressives du conseil d'Etat ? de préfecture ?

Ces attributions résultent en grande partie de la loi du 28 pluviôse an VIII.

Les principales attributions sont en matière d'impôts directs et matière de travaux publics.

En matière d'impôts directs, il statue :

1^o Sur les demandes des particuliers tendant à obtenir la décharge ou la réduction de leur cote de contribution. Ces demandes sont fondées sur un droit. On oppose ces demandes aux demandes en remise ou en modération, qui

sont des demandes gracieuses
tendant à obtenir une faveur
et pour lesquelles on s'adresse
au préfet.

2^e Sur la demande formée
par les percepteurs pour la
décharge des cotes indûment
imposées.

3^e Sur la demande en mutation
de cote relative à l'impôt
foncier et à l'impôt des portes
et fenêtres.

4^e Sur les réclamations en
matière de cadastre.

5^e Sur la demande en
reintégration au rôle.

Le Conseil de préfecture statue
aussi sur une foule de difficultés
spéciales relatives aux 4
contributions directes et aux
taxes assimilées et dans les
détails desquelles nous ne
pouvons entrer, faute de
temps suffisant.

Travaux publics.

Le conseil statue sur les
différends survenus entre
l'entrepreneur et l'administration
sur le sens et les conditions du
marché. Il s'agit ici du
marché des travaux publics de
l'Etat, des départements et des
communes. La compétence
du conseil n'est pas illimitée.

Il n'est pas compétent sur les difficultés qui auraient lieu entre deux entrepreneurs ou entre un entrepreneur et un sous-traitant.

Les conseils de préfecture sont compétents pour statuer sur les dommages provenant du fait des entrepreneurs des travaux publics. En prenant ces mots à la lettre on pourrait croire que les dommages provenant du fait de l'administration ne peuvent pas être la cause d'une demande devant le conseil de préfecture.

Cela n'est cependant pas; la rédaction de la loi est vicieuse.

Les dommages provenant des travaux publics doivent être directs et matériels. Ces mots ne se trouvent dans aucune loi; ils ont été introduits par la jurisprudence. Il ne faut pas les prendre trop à la lettre, mais leur donner un sens assez large.

Le dommage doit être aussi actuel; on ne peut pas réclamer pour un dommage éventuel. La jurisprudence ne considère pas comme un dommage pouvant donner lieu à indemnité la gêne momentanée résultant des travaux.

Pendant longtemps, on a distingué le dommage permanent et le dommage temporaire. Pour le premier on disait que le jury d'expropriation était compétent. Mais depuis 1851, la jurisprudence a assimilé les deux dommages.

Les dommages causés aux personnes sont-ils de la compétence du Conseil de préfecture? Jusque'en 1860 il n'y avait pas eu doute et toutes les affaires qui se sont présentées avaient été jugées par les conseils de préfecture comme relevant dans le domaine dommages causés par les travaux publics; mais à cette époque la jurisprudence fit 2 exceptions: 1^o pour le cas de relation de l'ouvrier et de l'entrepreneur; lorsque un ouvrier blessait réclamait, on considérait qu'il y avait affaire privée et on renvoyait devant les tribunaux ordinaires; 2^o pour le cas de dommages causés aux passants, lorsque il y a une action pénale pour homicide par imprudence. Le tribunal des conflits a eu à établir la compétence pour un certain nombre d'affaires de dommages

causes aux personnes. Il a
restreint un peu les 2 exceptions
dont nous venons de parler.

Les conseils de préfecture sont
compétents en outre en matière
de travaux publics pour les
indemnités afférentes aux extractions
de matériaux dans les propriétés
privées. La loi de l'an VIII
parle aussi des terrains pris. Mais
cela a été changé depuis 1810 où
une loi a mis les expropriations
dans la compétence des tribunaux
ordinaires.

Les conseils de préfecture sont
compétents pour les difficultés
relatives aux domaines
nationaux.

Enfin, les conseils de préfecture
sont compétents sur les difficultés
de voirie. Les difficultés ne
sont pas les contraventions qui
n'ont été données aux conseils
de préfecture que plus tard.

Plusieurs lois postérieures
à la loi du 28 pluviôse ont
étendu la compétence de ces
conseils à plusieurs matières
et entre autres à la matière
des élections sauf l'élection
aux conseils généraux.

Attributions repressives,
en matière de grande voirie.
Les contraventions de grande

voirie consistent principalement dans l'anticipation sur les routes, les dégradations, dépôts de fumier ou autres objets; cela s'applique au sol même de la route, aux arbres et fossés qui la bordent; les cours d'eau sont assimilés aux routes.

Presque toutes les contraventions de grande voirie sont prévues par d'anciens réglemens du Conseil du roi. La matière des amendes est aujourd'hui fixée par une loi du 23 mars 1842 qui permet de descendre d'un 1^{er} des amendes fixées par les anciens réglemens, et qui fixe de 16 à 300 fr. les amendes qui dans ces réglemens étaient arbitraires.

Le conseil de préfecture ne peut prononcer que des amendes; il ne peut prononcer la peine de l'emprisonnement qu'en cas de trouble à l'audience.

En matière de contravention, le fait lui-même donne lieu à la punition, sans qu'il soit besoin de l'intention du prévenu. C'est en ce sens que ces fautes s'appellent contraventions, car quant au quantum de la peine, elles ressemblent à des délits.

Le Conseil de préfecture a compétence non seulement pour prononcer une amende, mais aussi pour prononcer la réparation du dommage. Moyens de recours contre les décisions du conseil de préfecture, sont :

- 1^o L'opposition contre les décisions rendues par défaut.
- 2^o L'appel devant le Conseil d'Etat. L'appel n'est pas suspensif de l'exécution. Mais le conseil de préfecture peut subordonner l'exécution de sa décision, en cas de recours, à la charge de donner caution et de justifier d'une solvabilité suffisante.

Par exception l'appel est porté devant la Cour des Comptes lorsque le conseil de préfecture a statué sur les comptes des receveurs des communes ou de certains établissements publics et des associations syndicales dont le revenu ne dépasse pas 30 000 fr. L'appel doit être déclaré suspensif, en l'absence de toute disposition contraire. Le

Les séances du conseil de préfecture, quand il statue sur les comptes des comptables

ne sont pas publiques.

3^e La tierce-opposition de la part des tiers qui se prétendent lésés par la décision du conseil. Elle est recevable pendant 30 ans.

Le conseil de préfecture ne statuant jamais en dernier ressort, il suit que la requête civile ne peut pas être admise contre ses arrêts et que le recours en cassation devant le Conseil d'Etat ne peut avoir lieu, puisque l'appel est toujours possible.

Paris, le 16 juin 1882

Mahmoud Riaz Bey